

D'un commun accord, les premiers ministres des dominions autonomes esquivent cet épineux problème à la Conférence coloniale de 1902. Il est toutefois impossible d'éluder la question indéfiniment. Frustré de n'avoir pu à plusieurs reprises persuader la Grande-Bretagne d'expulser la France hors des possessions françaises des Nouvelles-Hébrides, le premier ministre d'Australie, Alfred Deakin, arrive à Londres pour la Conférence coloniale de 1907 déterminé à modifier les assises mêmes de l'organisation de l'empire. Il propose à la conférence de créer un conseil impérial qui assumera la responsabilité générale de la défense et de la politique étrangère de l'empire. Un secrétariat exécutera les politiques convenues et facilitera les communications entre les rencontres. Laurier est rebelle à cette idée. Conscient qu'un resserrement des relations de l'empire irriterait l'opinion canadienne-française, il accuse son homologue australien de compromettre l'autonomie gouvernementale des dominions. Un débat orageux de plusieurs jours s'ensuit, mais Laurier, dont Deakin dira plus tard qu'il a fourni une « contribution de cinquième ordre à la conférence », reste intraitable.⁷

Cette divergence fondamentale sur la façon dont l'empire devrait être organisé interdit temporairement tout rapprochement. Même l'élection, en 1911, d'un premier ministre conservateur et tenant de l'empire, Sir Robert Borden, n'a que peu d'effet immédiat sur l'attitude méfiante du Canada à l'égard des problèmes impériaux. Toutefois, lorsque la Première Guerre mondiale éclate en août 1914, les doutes de nombreux Canadiens quant à la valeur de l'empire disparaissent dans le tumulte des passions. Le pays se jette dans la bataille aux côtés de l'Australie et des autres dominions d'outre-mer. La guerre ravive le débat sur l'organisation de l'empire. Cette fois, le Canada et l'Australie poursuivent à l'unisson des objectifs identiques.

La guerre mettait les gouvernements des dominions dans une position inconfortable. Même s'il incombait toujours à ces derniers de déterminer la nature de leur contribution à la cause alliée, la Grande-Bretagne continuait de dominer complètement la stratégie et la politique supérieure. Au début, alors qu'on croyait que la guerre ne durerait que quelques mois, cette situation était parfaitement acceptable. Mais le conflit se prolonge et l'on comprend peu à peu sa terrifiante portée. Quelques premiers ministres des dominions commencent à se montrer nerveux et mal à l'aise. Au cours d'une visite à Londres en 1915, Borden lance une campagne pour forcer le gouvernement britannique à mieux informer les dominions de l'évolution de la guerre. Au début de l'année suivante, le premier ministre d'Australie nouvellement élu, W.M. Hughes, emboîte le pas à Borden. Lors d'une brève rencontre à Ottawa, ils s'entendent sur un ensemble d'objectifs communs pour les dominions.

Le tandem Borden-Hughes s'avère redoutable. Ils persuadent aisément le premier ministre britannique, David Lloyd George, de la nécessité d'établir des mécanismes officiels pour faciliter la consultation entre la Grande-Bretagne